Social Nicolas Sarkozy devait présenter ses mesures contre le chômage, mardi 28 octobre à Rethel (Ardennes)

Emploi : 100 000 contrats aidés supplémentaires

Face aux inquiétudes et aux impatiences sociales Nicolas Sarkozy devait inscrire son *« discours de mobilisation pour l'emploi »* mardi à Rethel (Ardennes) dans la continuité de ceux prononcés à Toulon puis à Annecy. Les aides aux banques et aux entreprises ont été conçues pour protéger l'emploi. *« L'argent des banques est le nôtre »* et le soutien aux PME *« est fait pour les salariés, pour la croissance et l'emploi, pas pour les banques »*, devait-il affirmer, avant de présenter les *« mesures concrètes en faveur des salariés »*. Le chef de l'Etat élève aussi le ton contre les entreprises qui utiliseraient *« la crise ambiante pour justifier des réductions d'effectifs »*. *« Je n'accepterai pas les stratégies cyniques et opportunistes (...) le gouvernement sera intraitable »*, sans préciser toutefois quels seraient les moyens de contrôle. Par ailleurs, les partenaires sociaux sont sommés de conclure les négociations en cours sur la formation professionnelle et l'assurance-chômage avant la fin de l'année.

Relance des contrats aidés. 100 000 contrats sont annoncés en plus des 230 000 déjà inscrits dans le projet de loi de finances 2009. Cela pourrait coûter entre 150 et 200 millions d'euros supplémentaires à l'Etat. Un bilan systématique sera fait deux mois avant la fin du contrat pour *« donner le maximum de chances d'obtenir à la sortie un emploi dans une entreprise »*.

Extension du CTP. Le contrat de transition professionnelle, réservé aux licenciements économiques dans les entreprises de moins de 1 000 salariés offre de *« bons résultats »*, selon le chef de l'Etat. L'expérimentation, en cours sur sept sites, sera prolongée et étendue *« aux bassins d'emplois qui seront les plus touchés par des difficultés économiques »*. L'autre dispositif d'accompagnement, la *« convention de reclassement personnalisée »*, qui arrive à extinction au 31 décembre 2008, doit être renégocié dans le cadre de la nouvelle convention d'assurance-chômage. A cette occasion, M. Sarkozy souhaite *« la généralisation d'un dispositif s'inspirant du contrat de transition professionnelle »*.

Accélération du déploiement de Pôle emploi. Le nouvel opérateur public du service de l'emploi, Pôle emploi, issu de la fusion entre l'ANPE et les Assedic, doit accélérer sa mise en service. Dès l'été 2009, il ne devra plus exister en France que des *« guichets uniques »*. Et dès septembre, *« l'entretien unique sera généralisé »*. Le service aux entreprises devra être amélioré et *« toute entreprise ayant déposé une offre depuis plus d'un mois doit être contactée par un conseiller »*.

Faciliter le recours au CDD. *« En phase de ralentissement, un CDD en plus c'est un chômeur en moins »*, devait expliquer le chef de l'Etat. L'Elysée voudrait que les partenaires sociaux envisagent la possibilité pour les petites entreprises de recourir au CDD sans limite (par exemple pour remplacer un congés maternité).

Davantage de services à la personne. M. Sarkozy veut favoriser ce secteur qui *« contribue puissamment à l'activité économique »* en développant, par exemple, *« le portage de la presse à domicile »*.

Sommet social. Une réunion avec les syndicats et le patronat est annoncée pour les prochaines semaines. Ce sommet social, peut-être après les élections prud'homales du 3 décembre, devrait être l'occasion pour le chef de l'Etat de faire le point sur les négociations en cours : formation professionnelle, assurance-chômage. M. Sarkozy demande *« solennellement »* aux partenaires sociaux *« de conclure impérativement leurs travaux avant la fin de l'année et de tenir le plus grand compte dans leurs négociations de la situation nouvelle et de ses répercussions sur l'activité économique »*. ■

RÉMI BARROUX

Des salariés manifestent, le 3 octobre, contre la fermeture de l'usine Kléber, prévue pour début 2009. J.-C. VERRHAEGEN/AFP

Pôle emploi va remplacer l'ANPE et les Assedic

Le chef de l'Etat devait dévoiler, mardi 28 octobre à Rethel (Ardennes), le logo du nouvel opérateur du service public de l'emploi : Pôle emploi.

Le logo et le nom imaginés par les agences Nomen et TDWA, pour la somme de 135 000 euros, affichent les couleurs nationales. *« Le cercle représente la notion de pôle, et le "e" d'emploi, au centre, est en mouvement, tourné vers l'avenir »*, explique le président de Pôle emploi, Dominique-Jean Chertier.

Il reste à placer ce logo et son sigle dans les quelque 1 400 agences des réseaux ANPE et Assedic, ce qui représenterait une dépense de 5 000 euros par site.

ENTRETIEN AVEC **JACQUES FREYSSINET, PRÉSIDENT DU CONSEIL SCIENTIFIQUE DU CENTRE D'ETUDES DE L'EMPLOI**

« Nicolas Sarkozy fait comme ses prédécesseurs, c'est le grand retour du traitement social du chômage »

Les mesures annoncées par le chef de l'Etat constituent-elles un plan de défense de l'emploi efficace ?

Il s'agit plutôt d'un dispositif fait de mesurettes disparates. Celles-ci répondent à une situation d'urgence, dans l'attente d'en savoir plus sur l'évolution de la conjoncture.

Sur le fond, c'est le grand retour du traitement social du chômage avec le recours accru aux contrats aidés. Nicolas Sarkozy fait comme ses prédécesseurs : en période de montée du chômage, depuis la fin des années 1970, depuis le plan Barre en 1978, chaque gouvernement recourt aux emplois aidés puisqu'il s'agit de la mesure produisant les effets les plus rapides.

Si elle coûte au budget de l'Etat, elle reste la façon la plus rapide de réduire le nombre de chômeurs.

Ces emplois n'étaient-ils pas décriés par la droite et le candidat Sarkozy ?

Dans la pensée économique libérale, les emplois aidés sont des emplois artificiels qui ne répondent pas à des demandes validées par le marché.

En 2002, Jean Pierre Raffarin avait décidé leur réduction drastique, pensant que le ralentissement économique serait conjoncturel. Face à l'aggravation du chômage, le plan de cohésion sociale de Jean-Louis Borloo, en janvier 2005, les avait massivement rétablis. M. Sarkozy, malgré sa volonté exprimée durant la campagne électorale de réduire leur nombre, réagit à la dégradation de la conjoncture comme l'ont fait les autres avant lui.

Avait-il d'autres choix possibles ?

Il lui était difficile de revenir sur la défiscalisation des heures supplémentaires, qui était la déclinaison de son slogan de campagne : travailler plus pour gagner plus.

Pourtant, en période de dépression, le dispositif joue contre l'embauche. Les entreprises préfèrent offrir des heures supplémentaires à leurs salariés, profiter des exonérations, plutôt que de prendre le risque d'embaucher.

L'extension du contrat de transition professionnelle (CTP) annoncée par le président de la République peut-elle être une solution ?

Ce dispositif est relativement avantageux pour les salariés qui y ont accès. Mais son extension et l'augmentation du nombre de bénéficiaires, outre le coût important qu'il va représenter, risque de limiter l'efficacité du dispositif.

Le CTP modifie seulement la place de certaines catégories de chômeurs dans la file d'attente sur le marché du travail. Ce n'est pas un argument pour rejeter le dispositif, puisqu'il réduit les inégalités.

Ces mesures permettront-elles à la France de rebondir plus facilement en cas de retour de la croissance ?

Ce qui est sûr, c'est que l'impact de la crise est aujourd'hui plus rapide sur l'emploi parce que l'économie est devenue plus flexible. Les 40 000 chômeurs supplémentaires du mois d'août démontrent que plus les contrats de travail sont flexibles, plus l'impact sur l'économie est rapide. Mais cela joue dans les deux sens. Tous les dispositifs actifs de la politique de l'emploi – formation, mise en relation plus rapide du chômeur avec l'entreprise – peuvent avoir un effet positif rapide lorsque la croissance sera de retour.

M. Sarkozy demande aux partenaires sociaux d'accélérer les négociations sur la formation professionnelle et l'assurance-chômage. Est-il nécessaire de les mettre sous pression ?

L'intervention de l'Etat dans le champ de la négociation sociale n'a jamais été aussi forte. Nicolas Sarkozy cherche une légitimation de sa politique par des accords.

Ses mesures passent mieux avec la signature des syndicats et du patronat. Il doit exercer une pression maximale sur eux et, dans le même temps, obtenir leur signature. Sa stratégie est délicate mais elle n'est pas maladroite. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR R. BX

Dégradation du marché du travail en Europe

L'ÉVOLUTION du chômage figure encore au rang des bonnes nouvelles en Allemagne. L'Agence pour l'emploi doit annoncer jeudi 30 octobre les chiffres pour le mois d'octobre. Selon les experts, le nombre de sans-emploi, au plus bas depuis seize ans, devrait frôler la barre des 3 millions. En septembre, ils étaient 3,08 millions et le taux de chômage s'établissait à 7,4 %, contre 8,5 % un an plus tôt.

Le gouvernement s'attend néanmoins à une dégradation du marché du travail en 2009. Angela Merkel a demandé aux ministères de l'économie et des finances de proposer des mesures ciblées, susceptibles de maintenir l'emploi et d'aider les entreprises. Elles comprendraient des aides à la rénovation de logements et une modification de la fiscalité en faveur des voitures propres. Le SPD, partenaire des unions chrétiennes CDU-CSU au sein du gouvernement, demande un développement des programmes de reconversion.

Le chômage augmente en Grande-Bretagne, où il touchait 5,7 % de la population active fin septembre, son plus haut niveau depuis 1999. Le gouvernement travailliste de Gordon Brown n'envisage pas, à ce stade, de mesures spécifiques d'aide à l'emploi. En revanche, la politique de « grands travaux » (commande de deux porte-avions, nouvelle voie de chemin de fer dans Londres, logements sociaux supplémentaires, nouveaux hôpitaux) annoncée devrait induire plusieurs milliers de nouveaux postes de travail.

En Italie, le taux de chômage était de 6,7 % au premier semestre, soit 1 point de plus que l'année précédente. Les chômeurs étaient 1,704 million au second trimestre 2008, en hausse de 291 000 par rapport à la même période de 2007. Des mesures d'aides aux entreprises et d'allégements fiscaux sont à l'étude. Pour les salariés qui risquent de perdre leur travail, le gouvernement va intensifier le recours à la *cassa integrazione guadagni* (équivalent du chômage partiel), qui prévoit le versement de 80 % du dernier salaire pour une période de temps limitée, généralement deux ans. Le gouvernement veut intensifier la *cassa integrazione in deroga* (en dérogation) qui concerne les petites entreprises.

Le gouvernement suédois a proposé, le 21 octobre, une baisse de l'impôt sur le revenu et une réduction des charges sociales. Les allégements fiscaux devraient s'élever à 3,2 milliards d'euros. Ils vont faciliter la création d'entreprises et simplifier les règles fiscales et administratives. Des allégements fiscaux directs équivalant à la moitié du coût du travail seront également introduits en cas de recours aux services d'aide à domicile. ■

SALVATORE ALOÏSE, OLIVIER TRUC ET MARIE DE VERGÈS

DÉFENSE LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE PRÉVOIT LA SUPPRESSION DE 8 250 EMPLOIS DÈS 2009

La crise risque de compliquer les restructurations militaires

LA DÉTÉRIORATION de la situation de l'emploi et la crise immobilière vont peser sur la réforme des armées qui est l'un des grands chantiers du quinquennat. Lancé le 12 décembre 2007 par Nicolas Sarkozy, lors du premier conseil de modernisation des politiques publiques, ce chantier a été confirmé dans le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et le projet de loi de programmation militaire.

Le 24 juillet, le premier ministre, François Fillon, et le ministre de la défense, Hervé Morin, ont annoncé que le plan de *« modernisation »* se traduirait par la fermeture de 82 unités, le transfert de 33 autres et le *« renforcement opérationnel »*, d'ici à 2014, de 65 régiments et bases. Du fait de ces réformes, 54 000 emplois devront être supprimés en sept ans, soit trois fois plus que ce qu'avait coûté le passage à une armée de métier en 1996.

Le ministère de la défense a prévu de faire disparaître 8 250 postes dès 2009 et de reclasser leurs anciens titulaires, des militaires et des ouvriers de l'Etat , faute de quoi l devra prendre à sa charge le versement des allocations chômage. Il dispose, pour cela, d'un budget de 140 millions d'euros dont 95 millions seront consacrés à la reconversion, à la formation et au versement des indemnités de départ des personnels concernés. Les décrets précisant le montant de ces pécules devraient être publiés en janvier 2009.

Les militaires partent à la retraite tôt. Beaucoup entament donc une deuxième carrière dans le civil, et l'armée a développé une expertise solide en matière de reclassement. Mais quand l'emploi public est appelé à se réduire, quand les entreprises y regardent à deux fois avant d'embaucher ou préparent des plans sociaux, les opérations de reclassement deviennent plus délicates à conduire. Christian Piotre, secrétaire général pour l'administration (SGA) au ministère de la défense, l'a admis du bout des lèvres, lundi 27 octobre, tout en assurant que les flux de départ des armées n'avaient pas changé pour le moment.

La crise immobilière pèse également sur les réformes en cours. Le ministère de M. Morin veut se défaire de plusieurs de ses emprises parisiennes (casernes, immeubles, etc.) et envisage de les vendre à une société de portage du secteur public à laquelle il verserait, ensuite, des loyers. Ces cessions portent, selon M. Piotre, sur plus d'un milliard d'euros mais elles tombent en plein retournement du marché. Le ministère négocie donc avec Bercy la possibilité de récupérer une partie de la plus-value que cette société de portage de droit privé à capitaux publics fera lorsqu'elle vendra ces anciens biens militaires. Mais ce ne sera possible que lorsque la crise de l'immobilier sera passée. ■

CLAIRE GUÉLAUD

CONJONCTURE

Les ménages et les industriels sont pessimistes sur l'emploi

Le moral des ménages, qui s'était légèrement redressé en septembre après un an de détérioration continue, a plongé de nouveau en octobre. L'indicateur résumant leur opinion a reculé de trois points et retrouvé son niveau de juillet (-47 points), a indiqué l'Insee, mardi 28 octobre. Pessimistes sur les perspectives d'évolution du niveau de vie en France et sur l'évolution de leur situation financière, les ménages sont plus nombreux à penser que le chômage va augmenter dans les prochains mois. De leur côté, les industriels, interrogés dans l'enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie, font état d'une nouvelle diminution des effectifs au troisième trimestre. Cette baisse, pensent-ils, pourrait s'intensifier d'ici à la fin de l'année.

Des entreprises jusqu'aux ménages, comment le krach boursier contamine l'« économie réelle »

Les quelque 25 000 milliards de dollars déjà partis en fumée sur les marchés d'actions vont affecter la consommation des particuliers et la santé financière des sociétés

De Paris à New York, en passant par Tokyo, Reykjavik ou Sao Paolo, les marchés boursiers s'enfoncent chaque jour un peu plus dans l'abîme. Quelque 25 000 milliards de dollars (20 000 milliards d'euros) sont déjà partis « en fumée ». En dépit de ces montants vertigineux, pour beaucoup, la chute des Bourses est « virtuelle », sans effets sur ce que l'on qualifie d'économie réelle. Pourtant, les dégâts du krach boursier sont tangibles et déjà visibles sur les acteurs de la « vraie économie ».

Le patrimoine des ménages fond, le pouvoir d'achat s'érode. Aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne, près d'un foyer sur deux détient des actions. Pour eux, la chute de près de 40 % de la Bourse depuis janvier a souvent détruit d'autant la valeur de leur patrimoine mobilier.

En France, les particuliers, plus rétifs à l'investissement boursier, sont moins affectés. Toutefois, 6,7 millions d'épargnants sont directement touchés, tout comme ceux qui détiennent des produits d'épargne, sicav, fonds communs de placement (FCP), assurance-vie... au profil « dynamique ». En encourageant les entreprises à développer l'épargne salariale pour motiver les employés et reverser les « dividendes du travail », on les a aussi exposés davantage au risque du marché. En dix ans, les encours gérés en épargne salariale ont triplé, et 11 millions de Français détiennent ces portefeuilles dont une partie est investie en Bourse.

Qu'ils aient vendu ou non leurs titres, ces épargnants reçoivent aujourd'hui des relevés où ils voient fondre leur richesse. Résultat, ils consomment moins. *« En économie, on parle de "l'effet Pigou" ou du paradoxe du coiffeur*, explique l'économiste Jacques Attali. *Lorsque l'indice Dow Jones monte, les gens vont plus souvent chez le coiffeur car ils se sentent plus riches. »* Lorsque la Bourse dégringole, c'est l'effet inverse qui se produit. Les consommateurs réduisent leurs dépenses, ce qui fait baisser le chiffre d'affaires des entreprises, dont celui du fameux coiffeur.

Des retraites sont compromises. Dans les pays où les pensions de retraites sont financées essentiellement par capitalisation, comme au Royaume-Uni ou aux Etats-Unis, le préjudice d'un krach boursier est considérable. Le capital des ménages logé dans des fonds de pension est souvent investi en Bourse, un placement d'ordinaire plus rentable mais aussi plus risqué. De fait, en quelques mois, la plupart ont vu s'évanouir plusieurs années d'économie. A titre d'exemple, le patrimoine du fonds des retraités californiens, CalPERS, a perdu 29 % de sa valeur en un an, l'équivalent de 75 milliards de dollars.

« Aux Etats-Unis, 51 millions de foyers sont concernés. Ceux qui comptaient partir en retraite prochainement se résignent à travailler plus longtemps, la plupart bouleversent les projets qu'ils ont faits pour le reste de leur vie », indique Dan North, économiste chez Euler Hermes à Baltimore. La France est, ici encore, moins affectée, même si de plus en plus de jeunes cadres investissent en Bourse pour compléter une retraite qu'ils estiment de plus en plus incertaine.

Les entreprises sont fragilisées, le chômage menace. En moins d'un an, la capitalisation boursière de Renault s'est écroulée de 80 %, celle de l'équipementier en télécommunications Alcatel-Lucent ou du sidérurgiste ArcelorMittal de 70 %. Ces géants du CAC 40 deviennent ainsi des proies plus accessibles pour des acheteurs étrangers, mais ils voient aussi, et surtout, leur solvabilité se détériorer.

La Bourse sert en effet à lever des capitaux. Mécaniquement, lorsque les actions baissent, les sociétés doivent émettre plus de titres pour récolter autant d'argent. Et aujourd'hui, la Bourse est si chahutée qu'il est même impossible de convaincre un investisseur d'acheter des actions. Pour les entreprises, cette source de financement est bloquée et il ne leur reste plus qu'à emprunter via le marché obligataire ou via les banques. Mais avec une capitalisation boursière mise à mal, elles offrent moins de garanties et inspirent moins confiance à leurs créanciers. Se financer devient difficile et coûteux.

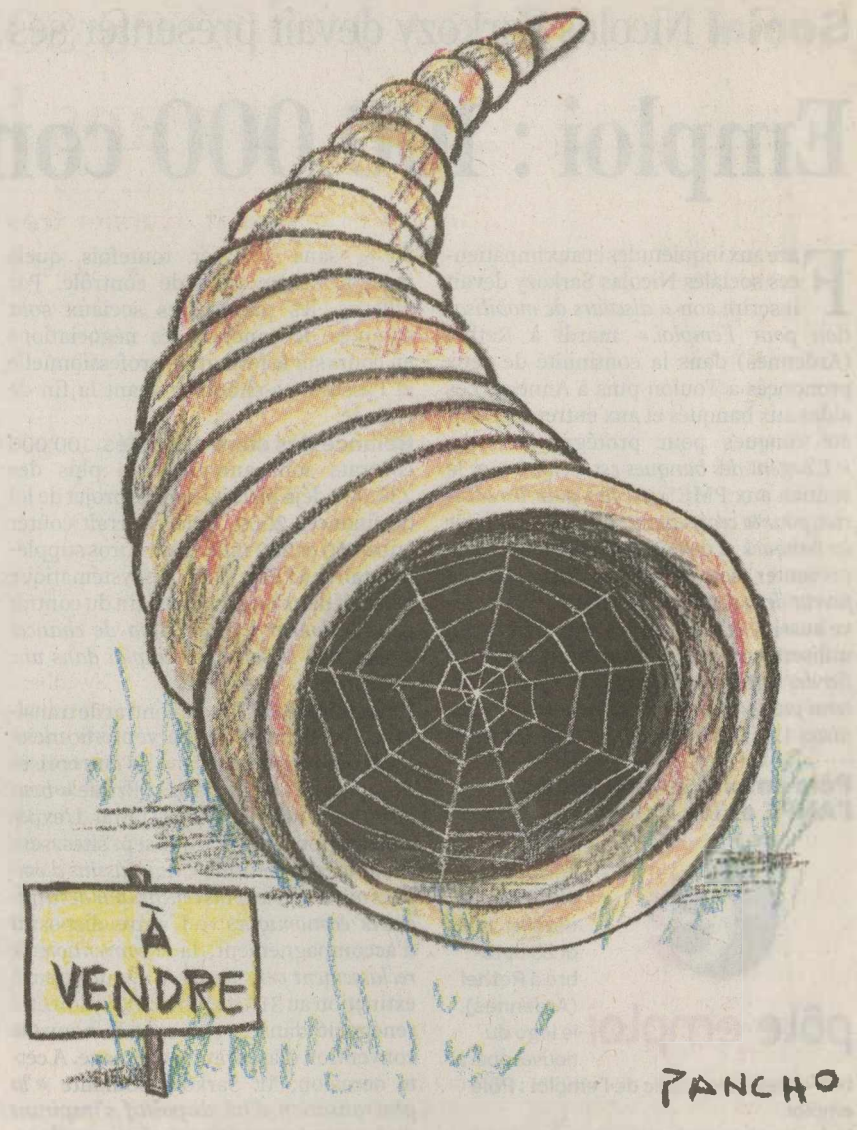
Les sociétés plus fragiles sont menacées d'asphyxie, les autres réduisent leurs investissements. En 2009, les économistes de Xerfi estiment ainsi qu'ils ne progresseront que de 0,6 % en 2009 aux Etats-Unis et de 0,7 % en France, contre 4,9 % et 5,5 % deux ans plus tôt. Or *« les investissements d'aujourd'hui sont les profits de demain et les emplois d'après-demain. C'est le théorème de Schmidt »*, rappelle Alexander Law, chez Xerfi, qui prédit un chômage à 8,5 % en France en 2009, contre 7,2 % actuellement (selon les derniers chiffres de l'Insee au sens du Bureau international du travail).

L'effet anxiogène du krach boursier paralyse l'économie. La Bourse est le reflet de l'économie et évoquer le krach, l'affolement des investisseurs, alerte tous les acteurs. Ménages ou entreprises, même s'ils ne sont impliqués en aucune manière sur le marché, redoutent un avenir sombre. Les entreprises reportent les projets, attendent avant d'embaucher et les ménages réduisent leur train de vie.

« Depuis cinq ans, on remarque un effet anxiogène très fort sur le comportement des consommateurs lié aux fluctuations de la Bourse », signale ainsi Pascale Hebel, du Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc). Selon elle, la baisse des dépenses des Françaises liée au seul effet psychologique du krach pourrait amputer de 0,2 point le produit intérieur brut (PIB) français. Au Royaume-Uni, Matthew Sharratt, économiste chez Bank of America, calcule *« qu'une baisse de 10 % du Footsie* [l'indice de la Bourse de Londres], *c'est aussi 0,2 point de moins sur le PIB britannique »*.

Aux Etats-Unis, les ménages perdent aussi confiance. Les crédits à la consommation ont baissé de 3,7 % en août en rythme annuel, du jamais-vu depuis 1998. Jusqu'ici, les Américains n'hésitaient pas à s'endetter pour conserver leur pouvoir d'achat, mais, face à une crise que l'on ne cesse de comparer à celle de 1929, ils semblent bien plus prudents. ■

CLAIRE GATINOIS



Au Parlement , les initiatives se multiplient pour tenter de moraliser les rémunérations des dirigeants

LE GOUVERNEMENT français a fait adopter, lundi 27 octobre au Sénat, un amendement au projet de loi sur les revenus du travail visant à élargir le nombre de bénéficiaires de stock-options. Leur attribution aux dirigeants d'entreprise sera désormais conditionnée à la distribution de stock-options ou d'actions gratuites à l'ensemble des salariés, ou bien à un accord d'intéressement ou de participation au sein de l'entreprise.

Approuvée le 7 octobre en conseil des ministres, alors que la crise financière mettait en accusation les pratiques et les dérives qui se sont répandues dans les sphères dirigeantes, cette mesure constitue une forme d'encadrement *a minima*. Ainsi que le gouvernement l'a expliqué à plusieurs reprises, il préfère s'en remettre à l'*« incitation »* plutôt qu'à la *« contrainte »* et fait confiance au Medef pour mettre en œuvre le *« code de bonne conduite »* que l'organisation patronale recommande à ses membres.

Ce que M. Bertrand a présenté comme *« une forme de solidarité dans les rémunérations »* n'a pas convaincu la gauche. *« Cet amendement est un leurre*, a estimé Nicole Bricq (PS, Seine-et-Marne). *Le gouvernement lâche du lest, mais sans beaucoup d'effets. Vous voulez faire dépendre un élément variable de la rémunération salariale du cours des actions. Dans la conjoncture actuelle, cela revient à payer en monnaie de singe. »* Allusion au fait que les stock-options ne valent plus grand-chose et que les dispositifs d'intéressement et de participation risquent de subir le contre coup des difficultés rencontrées par les entreprises.

« Lutter contre les excès »

En retenant cette mesure pour preuve de sa détermination à *« lutter contre les excès du capitalisme financier »*, le gouvernement espérait contrecarrer les initiatives de l'opposition ou les velléités d'une partie de la majorité visant à limiter sérieusement les rémunérations des dirigeants d'entreprise et les avantages démesurés, tels que les « parachutes dorés », accordés à certains. Toutefois, ont resurgi au cours des débats parlementaires de multiples dispositions, dont certaines avaient déjà été présentées et repoussées à plusieurs reprises.

Dans le cadre du projet de loi de finances pour 2009 examiné à l'Assemblée nationale, a ainsi été adopté l'amendement du président (PS) de la commission des finances, Didier Migaud, visant à ce que les *« rémunérations différées »* supérieures à 200 000 euros soient soumises à l'impôt sur les sociétés. De son côté, la commission des affaires sociales a donné son feu vert à un amendement au projet de loi de financement de la Sécurité sociale visant à assujettir les stock-options, actions gratuites et « parachutes dorés » supérieurs à 1 million d'euros au « forfait social » de 2 %. Enfin, le groupe socialiste du Sénat présentera le 4 novembre, une proposition de loi visant à encadrer les rémunérations des dirigeants de société.

Autant d'initiatives qui témoignent d'un rejet croissant dans l'opinion de *« pratiques immorales »* dont les parlementaires se font l'écho. ■

PATRICK ROGER

ENTRETIEN AVEC **CHARLES GOODHART, PROFESSEUR À LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS**

« Les banques ont été si traumatisées que nous n'aurons pas besoin de régulation durant cinq à dix ans »

LONDRES
CORRESPONDANTE

Charles Goodhart, professeur à la London School of Economics, est spécialiste des questions financières. Il a siégé au comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre entre 1997 et 2000, après en avoir été un conseiller entre 1969 et 1985.

Cette crise est très violente. Ce n'est pourtant pas la première fois qu'une bulle éclate : en 2000, c'était celle de l'Internet. Quelle est sa spécificité ?

L'éclatement de la bulle Internet était d'abord une crise boursière. Et les crises boursières font bien moins de dégâts que les crises immobilières. La dernière crise immobilière que nous avons eue remonte à 1990-1992. Celle d'aujourd'hui est encore pire parce qu'elle est plus globale et parce que le système financier a énormément plus prêté qu'à cette époque.

Le plan de sauvetage des banques britanniques, élaboré par Gordon Brown et repris par les Etats-Unis et les pays européens, contient trois étages : l'injection de liquidités, la garantie des prêts interbancaires et la nationalisation partielle des banques en difficulté. Est-ce bien ce qu'il fallait faire ?

Oui. Tout y est. Ce plan de sauvetage devrait permettre de mettre fin à la crise financière qui s'est déclenchée après la faillite de Lehman Brothers.

Comment expliquez-vous que ce plan ait été élaboré en Grande-Bretagne et pas par un autre pays ?

Nous sommes avant tout pragmatiques. Nous n'avons pas d'idéologie, contrairement aux Américains. Quant aux autres pays européens, leurs banques n'étaient pas encore assez menacées pour qu'ils prennent des décisions aussi lourdes.

Mais la Grande-Bretagne n'a rien inventé. Elle s'est inspirée de deux exemples. Celui des pays scandinaves qui, pendant la crise de 1992, ont nationalisé intégralement leur système bancaire. Depuis, il a été reprivatisé. M. Brown s'est aussi inspiré de ce qu'a fait Warren Buffett, quand il est entré au capital de Goldman Sachs *[utilisation d'actions préférentielles...]*.

Washington a-t-il eu raison de laisser Lehman Brothers faire faillite ?

Non, c'était une erreur majeure. Cette faillite a déclenché une panique généralisée. Sans cette décision, nous n'aurions pas eu cette crise financière. Mais nous aurions eu la crise économique que nous allons traverser, la récession. De ce point de vue, ça n'a rien changé.

Si ce n'est que ça a obligé les Etats à dépenser des fortunes pour sauver leurs banques, alors que cet argent aurait pu être dépensé autrement ?

La plupart de cet argent reviendra dans les caisses des Etats. Et il se peut que les contribuables, *in fine*, y gagnent de l'argent. Les banques nationalisées ne sont pas destinées à rester publiques.

Que faut-il faire désormais en matière de régulation bancaire ?

En ce qui concerne les liquidités, il n'y a pas de régulation aujourd'hui. On pensait que, tant qu'une banque avait du capital, elle n'avait pas de souci de liquidités. C'est faux. Les banques achètent des *commercial papers* à trente jours pour faire des prêts immobiliers à vingt ans. Il y a un problème de ce côté-là.

Il faut aussi regarder ce qui existe en matière de capital des institutions financières. Aujourd'hui, elles doivent avoir moins de capital quand tout va bien et plus de capital quand tout va mal. C'est absurde. Il faut faire l'inverse, c'est-à-dire une régulation contra-cyclique. Mais de toute façon, nous n'aurons pas besoin de régulation durant cinq à dix ans.

Pourquoi ?

Les banques ont tellement été traumatisées qu'elles vont s'autoréguler. Et, quand ça ira mieux, on sera redevenu optimiste et on pensera qu'il ne faut pas réguler. C'est toujours comme ça : on a besoin de régulation quand personne n'en veut et on n'en a pas besoin quand tout le monde la réclame. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
VIRGINIE MALINGRE

M. Trichet évoque une possible baisse des taux de la BCE

À CIRCONSTANCES exceptionnelles, politiques monétaires exceptionnelles. Après avoir longtemps opté pour une stratégie de lutte contre les risques de dérapages inflationnistes, la Banque centrale européenne (BCE) change de cap et semble prête, compte tenu de l'aggravation de la crise boursière, bancaire et économique, à ouvrir les vannes du crédit.

« Je considère comme possible que le conseil des gouverneurs abaisse une nouvelle fois les taux d'intérêt lors de sa prochaine réunion, le 6 novembre. Ce n'est pas une certitude, c'est une possibilité », a déclaré, lundi 27 octobre, le président de la BCE, Jean-Claude Trichet, dans un discours prononcé à l'occasion d'une conférence à Madrid, organisée par l'agence espagnole Europa Press et le cabinet KPMG.

« Les nouvelles informations publiées peu à peu semblent indiquer un allégement des risques d'envolée de l'inflation », a ajouté M. Trichet. Cela *« justifierait pleinement le mouvement »*, a-t-il déclaré. Interrogé sur l'ampleur du geste, il a déclaré avoir été *« extrêmement généreux »* en annonçant une possible baisse, et a refusé de la quantifier. La BCE avait décidé, le 8 octobre, d'abaisser son principal taux directeur à 3,75 %, contre 4,25 % jusque-là, dans le cadre d'une action concertée de plusieurs banques centrales.

Les menaces inflationnistes s'éloignent au fur et à mesure que le prix du pétrole dégringole et que les signes de détérioration du marché de l'emploi se multiplient. Dans ces conditions, les craintes *« d'effets de second tour »*, c'est-à-dire de propagation de la hausse des prix des matières premières aux salaires, s'évanouissent.

En revanche, l'avalanche de très mauvais indicateurs annonçant une récession sévère et la débâcle observée sur les grandes places boursières – les indices ont perdu environ la moitié de leur valeur depuis le début de l'année – militent pour une baisse des taux massive et généralisée.

Plus grande marge de manœuvre

Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale pourrait annoncer, mercredi, une baisse d'un demi-point de son principal taux directeur, fixé aujourd'hui à 1,5 %. Certains analystes n'excluent pas une baisse plus importante, d'un point, qui ramènerait le niveau des fonds fédéraux à celui du principal taux de la Banque du Japon.

Partant de niveaux plus élevés, la BCE dispose d'une marge de manœuvre plus grande. *« Nous en avons beaucoup plus sous le pied »*, a estimé, vendredi, la ministre française de l'économie, Christine Lagarde. Conjugué à la baisse de l'euro face au dollar et au yen, un assouplissement des conditions de crédit offrirait un ballon d'oxygène pour les entreprises européennes. ■

PIERRE-ANTOINE DELHOMMAIS

Les banques suédoises sont fragilisées par leurs engagements dans les pays baltes

En Lituanie, Lettonie et Estonie, l'éclatement de la bulle immobilière provoque un fort ralentissement économique

Un environnement boursier très dégradé

Source : Bloomberg

STOCKHOLM
CORRESPONDANCE

Jusqu'à présent plutôt épargnée, la Suède a été touchée, lundi 27 octobre, par une vague de remous qui pointent le risque pris par les banques locales dans les pays baltes, où les économies chancellent.

Swedbank, l'une des principales banques commerciales suédoises, a ainsi annoncé, après des mois de tergiversations, qu'elle procédait à une nouvelle émission de 12,4 milliards de couronnes (1,2 milliard d'euros) garantie par les principaux actionnaires afin de se renforcer et de faire cesser les spéculations sur sa gestion. La banque espère diminuer le coût de son crédit et se couvrir en vue de possibles difficultés dans les pays baltes, où elle est le principal opérateur bancaire. *« Il y a des raisons de croire que la situation est plus inquiétante dans ces pays que ce que nous avions pensé »*, a admis Carl Eric Stalberg, le PDG de Swedbank.

Le paquet anticrise de 150 milliards d'euros annoncé le 20 octobre par le gouvernement suédois pourrait constituer une aide bienvenue pour Swedbank et SEB – autre établissement suédois très présent outre-Baltique – dans le cas où les économies baltes décrocheraient pour de bon. Selon Merrill Lynch, SEB pourrait aussi être amené à lancer une nouvelle émission.

Depuis la déroute islandaise, certains s'inquiètent de la survenue d'un scénario identique dans les pays baltes qui aurait de lourdes conséquences pour le système bancaire suédois. Depuis le début des années 2000, les banques nordiques, et surtout suédoises, ont largement racheté le secteur bancaire balte. Elles se sont livrées à une concurrence acharnée en menant une politique de crédit très généreuse, et la bulle immobilière qui en a résulté a éclaté depuis plus d'un an, contribuant au ralentissement des économies baltes. Déjà, l'agence Standard & Poor's, qui mesure la capacité et la volonté d'un émetteur de dette à rembourser à temps, a abaissé, lundi, ses notes pour la Lettonie et la Lituanie et confirmé, pour ces deux pays et l'Estonie, des perspectives négatives.

Dépendance

Les dirigeants baltes répètent comme pour s'en convaincre que la solidité du secteur financier nordique garantit celle du secteur financier balte. *« Nos établissements sont stables, malgré les rumeurs. La crise mondiale a peu d'impact ici tant que les banques nordiques tiennent bon »*, assurait à la mi-octobre Andrius Kubilius, futur premier ministre lituanien.

Les établissements nordiques ont injecté plus de 40 milliards d'euros de crédits dans les pays baltes – dont environ 30 milliards pour Swedbank et SEB qui contrôlent, à eux deux, suivant les pays, 60 % à 80 % du marché bancaire de cette région. Les bénéfices des deux groupes suédois sont en grande partie dépendants des résultats de leurs filiales baltes, qui représentent respectivement 30 % et 20 % de leurs recettes.

Swedbank a 5,2 millions de clients (dont plus de 200 000 entreprises) dans les pays baltes, qui comptent à eux trois 7 millions d'habitants. SEB est le deuxième plus gros acteur de la région avec 2,4 millions de clients. En 2007, ses filiales baltes ont représenté 19 % de son bénéfice total. Or, après des années de croissance à deux chiffres, l'économie de ces pays ralentit brutalement. L'Estonie et la Lettonie sont entrées en récession. La banque centrale de Lituanie a revu à la baisse ses prévisions de croissance. Swedbank a annoncé que ses pertes liées aux crédits non remboursés s'élèveraient en 2009 à 2,3 milliards de couronnes, soit 1,2 % du montant total des crédits. Citigroup pensait, en septembre, qu'elles atteindraient plutôt 2 % en 2009 et 2010. ■

OLIVIER TRUC

Accablés par la crise, les Islandais rêvent de l'euro

REYKJAVIK
CORRESPONDANT

Après avoir reçu du FMI la promesse d'un prêt de 2,1 milliards de dollars (1,7 milliard d'euros), bientôt finalisé, l'Islande cherche de nouveaux prêteurs. Car le pays a encore besoin de 4 milliards de dollars pour faire face à ses obligations. Reykjavik a demandé aux banques centrales nordiques de faire un effort, mais les ministres scandinaves, réunis à Helsinki, ont réservé leur réponse.

« La Norvège veut prêter de l'argent à l'Islande, estime Thorbjörn Broddason, professeur à l'université d'Islande. *Elle en a les moyens. Nos deux nations sont historiquement liées et, surtout, les Norvégiens ne veulent pas voir les Russes étendre leur influence sur l'Arctique. »* Or, ces derniers se disent prêts à verser les 4 milliards de dollars. Une offre dont l'Islande espère... qu'elle stimulera la générosité nordique.

Alors que la banque centrale a relevé, mardi 28 octobre son taux directeur à 18 %, les Islandais sont atterrés. Leurs avoirs, à l'exception des comptes courants, sont gelés par les banques nouvellement nationalisées. Les remboursements de leurs emprunts, indexés sur les monnaies étrangères, explosent et le chômage s'étend.

Selon un sondage publié par le quotidien *Frettabladid*, 68 % d'entre eux veulent entrer dans l'Union européenne, et 72 % souhaitent passer à l'euro. Les conservateurs, à la tête de la coalition au pouvoir, sont les seuls à se montrer réticents. Dans un pays où la presse compare l'île à un navire échoué, les Islandais recherchent un protecteur. Un rôle que ni les Scandinaves ni les Américains – ils y ont fermé leur base militaire – ne semble pouvoir tenir. Reste l'Europe.

Les Islandais envisageaient avec horreur, il y a quelques mois, de verser de l'argent pour soutenir les nations les moins riches de l'Union européenne. Leur appauvrissement brutal et les incertitudes monétaires leur font voir le monde différemment. Au moment où l'inflation bat des records (15,9 % en septembre sur un an), ils rêvent d'une monnaie stable... ■

GÉRARD LEMARQUIS

MM. Sarkozy, Brown et Mme Merkel préparent le G20

LES PRINCIPAUX dirigeants européens intensifient leur concertation destinée à offrir une *« position unifiée »* de l'Union européenne (UE) sur la refondation du système financier international lors du sommet du G20, qui réunira, le 15 novembre, près de Washington, les plus grandes puissances économiques et les principaux pays émergents.

Dans cette perspective, Nicolas Sarkozy devait s'entretenir avec Gordon Brown, mardi après-midi 28 octobre, au Pavillon de la Lanterne, à Versailles. Le premier ministre britannique et le président français devaient préparer d'abord le déjeuner des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne, qui aura lieu le 7 novembre à Bruxelles, puis le sommet de Washington.

De son côté, M. Brown recevra jeudi, à Londres, la chancelière allemande Angela Merkel, à l'occasion d'un déplacement prévu de longue date mais qui, dans les circonstances actuelles, fera de l'économie *« de loin, le sujet le plus important »*, a confirmé Downing Street.

Concertations informelles

La rencontre de M. Sarkozy et de M. Brown s'inscrit dans une série de concertations informelles conduites ces derniers jours par les dirigeants européens. A Pékin, le président français avait déjà pu s'entretenir avec Mme Merkel en marge du sommet Europe-Asie, le 24 octobre, et il avait également rencontré les dirigeants chinois, japonais et sud-coréens, qui participeront eux aussi à la réunion du G20. M. Brown n'était pas présent à Pékin, d'où la rencontre de La Lanterne.

L'Elysée considère que, pour préparer les réunions du 7 et du 15 novembre, les quatre membres européens du G8 (outre la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie), sont *« particulièrement en première ligne »*. La présidence française de l'UE estime en outre que les positions allemandes, britannique et française se sont déjà considérablement rapprochées à l'occasion de l'adoption, par l'Eurogroupe élargi à la Grande-Bretagne, le 12 octobre, puis par le Conseil européen des 15 et 16 octobre, du plan européen de sauvetage des banques, fondé sur la proposition britannique de garantie des prêts interbancaires. M. Brown avait alors obtenu le soutien actif de la présidence française de l'Union, soucieuse de dégager une initiative commune pour venir en aide au système bancaire européen.

Pour préparer la réunion du G20 et obtenir des évolutions qui préservent la place financière de Londres, le premier ministre britannique continue lui aussi de déployer une grande activité. Au cours des derniers jours, il s'est entretenu avec les dirigeants indien, hongrois et brésilien ainsi qu'avec Dominique Strauss-Kahn, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI). ■

CÉCILE CHAMBRAUD

Vous ne le savez peut-être pas, mais le Crédit Agricole se mobilise au quotidien pour favoriser les économies d'énergie.

- Avec un équipement économies d'énergie financé chaque heure[1] en 2007.
- En finançant le développement des énergies renouvelables : biomasse, photovoltaïque, éoliennes...

Prix "The Banker 2007"
Le groupe Crédit Agricole, banque de l'année au niveau mondial pour sa politique de responsabilité sociale et environnementale.

UNE RELATION DURABLE, ÇA CHANGE LA VIE.
BANQUE ET ASSURANCES

(1) Source : Crédit Agricole S.A. - Du 01/04/2007 au 31/12/2007. Sont considérés comme des équipements économies d'énergie ceux qui utilisent les énergies renouvelables, par exemple : chaudières à condensation, capteurs solaires, éoliennes...

Proche de la faillite, le Pakistan a besoin de l'aide du FMI

Confronté à une grave crise économique, Islamabad, malgré son rôle géostratégique, ne peut plus se contenter du soutien d'Etats amis devenus prudents

NEW DELHI
CORRESPONDANT

Le Pakistan est en guerre, et il faut sauver le soldat pakistanais : telle est la disposition de la communauté internationale à l'égard d'un Etat qui s'épuise depuis des années sur le double front du terrorisme islamiste et de la déroute économique. Le Fonds monétaire international (FMI) devrait examiner, le 7 novembre, un plan d'assistance pour ce pays en quasi-banqueroute.

Les dirigeants pakistanais s'y résignent avec réticence, tant ils redoutent les ajustements structurels qu'implique une intervention du FMI. Ils assurent qu'à ce stade aucune requête formelle n'a été adressée à l'institution financière internationale. Le recours paraît toutefois inéluctable, car l'urgence est pressante : les réserves de change ont chuté de plus de la moitié en l'espace d'un an, atteignant 7,32 milliards de dollars (5,9 milliards d'euros) à la mi-octobre, de quoi couvrir moins de trois mois d'importations. L'hémorragie s'est accélérée depuis l'éclatement de la crise financière internationale : les caisses se vident au rythme d'un milliard de dollars par mois. La faillite est proche.

Frontalier d'un Afghanistan en guerre et lui-même théâtre d'une sanglante insurrection islamiste, le Pakistan est trop crucial pour les équilibres de la planète pour dépérir dans l'indifférence générale. Il devrait bénéficier de la sollicitude internationale. Selon Shaukat Tarin, conseiller financier du premier ministre, le pays a besoin de 3,5 milliards à 4,5 milliards de dollars dans le mois qui vient pour éviter les défauts de paiement. A moyen terme (trois ans), près de 15 milliards seront nécessaires pour remettre l'économie à flot.

Dès son élection début septembre, le nouveau président, Ali Asif Zardari, veuf de Benazir Bhutto, a fait la tournée des « amis » du Pakistan (Grande-Bretagne, Etats-Unis, Chine) pour les convaincre de la nécessité d'aider Islamabad. A sa grande surprise, il s'est heurté à un certain scepticisme de la part de capitales qui avaient déjà fait preuve de largesses par le passé au nom de la « lutte contre le terrorisme ».

Le plus embarrassant pour M. Zardari a été l'accueil poli mais froid que lui a réservé la Chine, pourtant fidèle allié stratégique. Alors que le président pakistanais escomptait du « cash » immédiat, les dirigeants chinois lui ont promis à terme deux centrales nucléaires – s'ajoutant aux deux existantes –, afin de soulager son déficit énergétique. Les réticences des « amis » du Pakistan devraient toutefois se dissiper avec l'assistance du FMI, chacun souhaitant que son geste s'inscrive dans un montage cohérent.

Enrayer la spirale de défiance

L'espoir des dirigeants pakistanais est qu'un plan de sauvetage rétablisse une confiance aujourd'hui en lambeaux. La tourmente financière est venue ajouter ses effets déstabilisateurs à une crise qui couvait depuis des années et s'était aggravée avec la flambée du terrorisme sur fond de turbulences politiques ayant conduit au départ de l'ex-président, Pervez Musharraf, coqueluche des milieux d'affaires. L'heure est révolue où la croissance atteignait les 7,6 %, en 2006-2007. Selon les prévisions du FMI, elle devrait être de 3,5 % en 2008-2009, soit le plus faible taux en Asie. Les signaux sont passés au rouge en début d'année au plus fort de l'explosion des cours du pétrole et des prix alimentaires, qui se sont conjugués pour doper une inflation à près de 25 % en rythme annuel.

Face à l'alourdissement de la facture énergétique, le déficit commercial s'est creusé, faisant chuter la roupie pakistanaise de 25 % (entre juillet 2007 et juillet 2008) et aggravant la désaffection des investisseurs. L'index de la Bourse de Karachi a plongé de 41 % depuis avril, forçant le gouvernement à imposer un plancher afin d'éviter la ruine de petits porteurs au bord de la fronde. Les autorités attendent la mise en place d'un fonds de soutien, voué à acheter des actions d'entreprise, avant de rétablir la liberté des transactions.

Dans ce contexte, l'assistance du FMI pourrait enrayer la spirale de la défiance. Mais nombre d'observateurs en redoutent le coût social. Dans un pays où près de 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, les « ajustements structurels » requis par le FMI induiront de douloureux sacrifices. Le gouvernement sera-t-il en mesure de résister à d'inévitables protestations ? Déjà, il a dû reporter une décision de renoncer à subventionner le prix de l'électricité face à des manifestations de rue. Un premier signe. Entre assainissement des comptes et stabilité sociale, la voie est étroite. ■

FRÉDÉRIC BOBIN

CHIFFRES

Population. Le Pakistan, d'une superficie de 797 000 km² (soit 1,5 fois la France), compte 172,8 millions d'habitants. Il s'agit du sixième pays le plus peuplé au monde.

Conjoncture. Selon le Fonds monétaire international, la croissance du produit intérieur brut (PIB) pakistanais ne devrait pas dépasser 3,5 % pour l'année fiscale 2008-2009. Elle avait atteint 5,8 % lors de l'exercice 2007-2008 et 7,6 % en 2006-2007.

Le 22 octobre, des habitants de Lahore brandissaient leur facture d'électricité pour protester contre la hausse des prix. Outre la flambée des coûts de l'énergie, le Pakistan connaît de nombreuses coupures de courant qui entravent l'activité des entreprises. K. M. CHAUDARY/AP

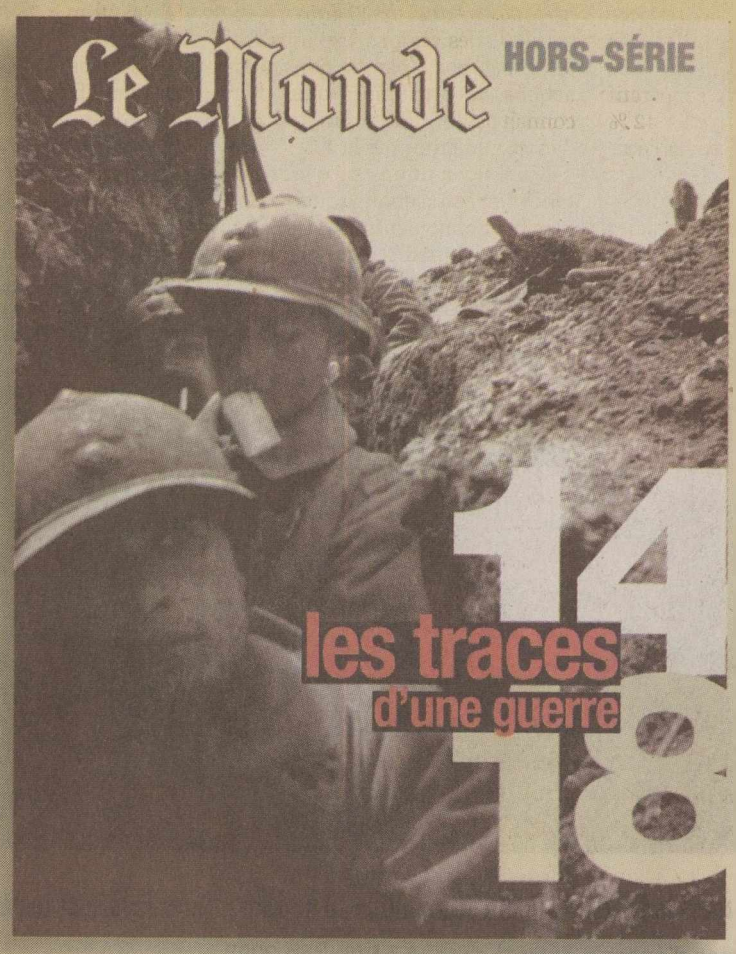
MÉMOIRES D'UNE GRANDE GUERRE

ENTRETIEN
avec *Antoine Prost* « 14-18 est la première guerre totale »

HISTOIRE
Portfolio : Les petits poilus de *Léon Gimpel*

TEMOIN
Entretien avec *Abdoulaye Wade*, président du Sénégal

MÉMOIRES
Débats d'historiens et portraits de collectionneurs



Le dernier poilu français, Lazare Ponticelli, est mort au printemps 2008. Il ne reste maintenant comme témoins vivants de la Grande Guerre que quelques Anglais, un Italien... Place à l'histoire et à la mémoire. Portraits, entretiens et documents inédits pour essayer de comprendre d'où vient le regain d'intérêt pour ce conflit dont on célèbre les 90 ans cette année.

UN HORS-SÉRIE DU MONDE – 100 PAGES – 7 €
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

EN PARTENARIAT AVEC ecpad Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la défense

La Corée du Sud multiplie les mesures de soutien à son économie en forte décélération

TOKYO
CORRESPONDANCE

La décision de la Banque centrale de Corée du Sud, la BoK, lundi 27 octobre, de réduire son taux directeur de 0,75 point à 4,25 % illustre les difficultés dans lesquelles se débat l'économie sud-coréenne. La BoK avait déjà réduit son taux directeur de 0,25 % le 9 octobre, une première depuis la fin de l'année 2004. Et ce n'est peut-être pas fini. Le gouverneur de la banque, Lee Seong-tae, n'a pas exclu une troisième baisse des taux, le 7 novembre, jour de la prochaine réunion du Conseil de politique monétaire de la BoK.

Lundi 27 octobre, l'indice boursier Kospi a enregistré un gain modeste de 0,8 % après l'annonce de cette baisse qui s'est accompagnée de l'achat de bons émis par les banques à hauteur de 10 000 milliards de wons (5,6 milliards d'euros). Mardi, le Kospi a terminé la séance en progrès de 5,57 %, mais cette remontée s'explique sans doute davantage par le rebond généralisé des marchés asiatiques que par un regain de confiance dans l'économie nationale.

De son côté, le président Lee Myung-bak a annoncé, lundi, de nouvelles mesures de soutien, la garantie gouvernementale sur les dettes détenues à l'étranger par les banques sud-coréennes, à hauteur de 100 milliards de dollars (79,9 milliards d'euros), des réductions d'impôts, de nouvelles dérégulations et une hausse des dépenses publiques en 2009. *« Nous devons renforcer la coopération internationale et relancer la consommation interne »*, a-t-il ajouté.

Baisse des exportations

Les mesures prises en septembre et octobre devaient contrecarrer l'effondrement de plus de 30 % depuis janvier du won face au dollar et aider les banques, confrontées à un assèchement du crédit.

Entre juillet et septembre, la croissance sud-coréenne n'a pas dépassé les 3,9 % en glissement annuel, son niveau le plus bas depuis le deuxième trimestre 2005. L'économie a souffert d'une baisse des exportations, principal moteur de sa croissance, de 1,8 % entre les deuxième et troisième trimestres.

Un sondage de la Chambre de commerce et d'industrie révèle que 80 % des entreprises considèrent les conditions actuelles comme similaires, voire pires que celles pendant la crise asiatique de 1997. Samsung a annoncé une baisse de 44 % de son profit net au troisième trimestre. Le fabricant de microprocesseurs Hynix a stoppé certaines lignes de production et le sidérurgiste Posco prévoit de réduire de 30 % sa production entre octobre et décembre.

L'un des principaux problèmes de la Corée du Sud est aussi le manque de confiance dans le gouvernement. Avec un taux de soutien inférieur à 20 %, l'administration Lee, confrontée à un scandale de détournement de subventions destinées aux agriculteurs et qui a déjà vu quatre ministres démissionner depuis son arrivée au pouvoir en février, peine à obtenir l'adhésion du pays. ■

PHILIPPE MESMER

AUTOMOBILE
Volkswagen s'envole en Bourse

Le titre du constructeur automobile allemand Volkswagen s'envolait de 93,27 %, mardi 28 octobre à l'ouverture de la Bourse de Francfort, à 1 005 euros. La veille, le titre avait terminé à 520 euros, en hausse de 146,62 %. Cette envolée s'explique par le fait que de nombreux fonds spéculatifs avaient prédit une forte chute du cours. Ces fonds avaient emprunté puis vendu des actions VW ces dernières semaines avec l'intention de les racheter plus tard, sur le principe de la vente à découvert. Avec la montée massive de Porsche, qui a annoncé détenir un peu plus de 74 %, ils se sont rués sur le peu d'actions encore disponibles, pour les restituer à leurs prêteurs, entraînant une explosion du cours.

FINANCE
La note de crédit de la France sous surveillance négative

La Coface, assureur crédit, a annoncé, mardi 28 octobre, qu'il dégradait les notes du Royaume-Uni, de l'Irlande (passées de A1 à A2) et de l'Islande (passée à A3). Elle a aussi placé sous surveillance négative les notes de la France (A1) et de l'Italie (A2).

Le parquet ouvre une enquête préliminaire sur les pertes subies par l'Ecureuil

Le parquet de Paris a ouvert, vendredi 24 octobre, une enquête préliminaire sur la perte de 751 millions d'euros subie par les Caisses d'épargne après des opérations boursières menées entre mi-septembre et octobre suite à une plainte contre X... déposée par l'Ecureuil pour *« abus de confiance »*.

DISTRIBUTION
Camif Particuliers placée en liquidation judiciaire

Camif Particuliers, la filiale à 34 % du numéro trois français de la vente à distance Camif SA, a été placée en liquidation judiciaire, lundi 27 octobre, par le tribunal de commerce de Niort. Camif SA, a été placée en redressement judiciaire avec une période d'observation de six mois. Camif Particuliers emploie 780 salariés et Camif SA 200 personnes.

CONSTRUCTION
La chute continue

Entre octobre 2007 et septembre 2008, 385 000 logements ont été mis en chantier, un chiffre en repli de 11,8 % sur douze mois glissants selon le communiqué publié mardi 28 octobre par le ministère de l'écologie.